

## Gaza: rapport accablant d'Amnesty international sur l'offensive israélienne

JERUSALEM (AFP) - Amnesty International a publié jeudi un rapport accablant sur l'offensive israélienne à Gaza menée en décembre-janvier, accusant à la fois Israël et le Hamas d'avoir "violé les lois humanitaires internationales" en s'attaquant à des civils.



Après un raid aérien d'Israël sur le camp de Jabaliya, à Gaza, le 2 janvier 2009 (© AFP/Archives - Patrick Baz)

Le rapport, intitulé "Opération +plomb durci+ : 22 jours de morts et de destruction à Gaza", est un véritable acte d'accusation contre Israël et son armée, confirmant le bilan (des services de santé palestiniens) de 1.400 Palestiniens tués et quelque 5.000 blessés et le fait que de larges secteurs de la bande de Gaza ont été dévastés, avec plus de 2.700 bâtiments détruits.

L'organisation de défense des droits de l'homme, basée à Londres, demande à la communauté internationale de "soutenir sans réserve la mission" du Conseil des droits de l'Homme de l'Onu chargée d'enquêter sur l'opération, mission qu'Israël boycotte.

Dans ce rapport de 117 pages, qui constitue la première étude approfondie sur cette guerre, Amnesty renouvelle son appel à un embargo "total et immédiat" sur les armes à destination aussi bien d'Israël que des islamistes du Hamas qui contrôlent Gaza.

Amnesty International demande aux Etats partout dans le monde d'engager des poursuites judiciaires pour "crimes de guerre" et "d'arrêter leurs auteurs

suspectés".

L'organisation accuse l'armée israélienne de n'avoir pas "distingué entre cibles civiles et militaires" alors qu'elle ne pouvait ignorer la présence de civils dans les secteurs visés, avec pour résultat la "mort de centaines de civils désarmés dont 300 enfants, 115 femmes et 85 hommes âgés de plus de 50 ans".

Elle accuse en outre l'armée israélienne de s'être servie de civils, y compris d'enfants, comme "boucliers humains" en les forçant à rester à proximité de positions qu'elle occupait ou même de les avoir obligés à examiner des objets suspects risquant d'être piégés.

Elle nie en revanche que le Hamas ou d'autres groupes armés palestiniens se soient servis de la population comme "bouclier humain", contrairement aux affirmations israéliennes.

Elle les accuse cependant d'avoir "installé des positions militaires près d'habitations, mettant ainsi en péril la vie des civils".

Elle met en cause l'armée israélienne pour avoir tué des centaines de civils, non seulement avec des armes de haute précision comme des missiles air-sol et des bombes guidées, mais aussi par des tirs d'artillerie et d'obus à fléchettes.

Elle l'accuse notamment d'avoir tiré des obus au phosphore blanc "au dessus de zones à grande densité de population" provoquant de graves brûlures, parfois mortelles.

En réponse à un rapport préliminaire publié en février, le ministère israélien des Affaires étrangères avait reproché à Amnesty d'avoir présenté "une version biaisée des événements qui ne répond pas aux critères professionnels d'objectivité".

Le ministère avait déclaré qu'Israël n'a pas délibérément attaqué des cibles civiles et que "toutes les armes utilisées étaient conformes au droit international et à l'usage qu'en font les armées occidentales".

Amnesty International rejette ces arguments, soulignant qu'à ce jour, les autorités israélienne "se sont abstenues de mener une enquête indépendante et impartiale sur la conduite de leurs forces", l'armée s'étant bornée à des enquêtes internes sur des bavures commises durant l'opération, pour conclure qu'elles n'avaient jamais été intentionnelles.

Amnesty relève aussi que le Hamas et les groupes armés palestiniens ont tiré des centaines de roquettes contre le territoire israélien, qui ont fait trois morts civils, alors que six militaires étaient tués lors de l'opération, et provoqué un exode de centaines de milliers d'habitants du sud d'Israël.

"Non seulement le Hamas n'a entrepris aucune enquête sur les tirs de roquettes, mais encore il persiste à justifier ces actions illégales", souligne Amnesty International.

Publié le: 02/07/2009 à 06:29:36 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/gaza-rapport-a169055.html>